

lument qu'il avait longuement préparé l'abandon du Mexique, la reprise d'un séjour définitif à Miramar et sans doute ailleurs, mais en Autriche.

Depuis des mois, il dirigeait vers l'Europe ces accessoires matériels de la vie confortable et artistique qui entourent d'habitude tout grand seigneur, fastueux par naissance ou par tempérament. C'est ainsi qu'il s'était attaché avec un goût parfait à réunir une très grande quantité d'objets d'art de toutes sortes, anciens et d'une valeur artistique et matérielle considérable. Il était secondé dans la recherche et l'acquisition de toutes ces merveilles d'un grand collectionneur par un officier français, le commandant puis lieutenant-colonel Loysel, doué du reste, en ces matières, des connaissances les plus complètes et du goût le plus sûr.

Les marchands de bibelots de toutes importances et de toutes valeurs abondaient dans Mexico et plusieurs autres grandes villes et, chez tous, Loysel fit des rafles complètes et du plus haut mérite, surtout dans le mobilier et ses accessoires de grand luxe.

Moi aussi, j'étais affligé déjà de la coûteuse manie du bibelot; et bien souvent les plus belles choses, bahuts variés, ivoires, porcelaines de Chine et du Japon, fantaisies du vieil art espagnol que je m'étais contenté de saluer de mon admiration, étaient enlevés par Loysel pour Sa Majesté. Souvent ce qui n'était pas assez luxueux pour l'Empereur, il en faisait pour lui l'acquisition; et cependant, avec ce qui n'était que du rebut pour Maximilien, mon vieux camarade s'est créé une collection fort belle, que, plus tard, à Paris, j'admirai dans son intérieur.

Dans ce recrutement de l'archéologue, c'était souvent au Mont de piété qu'on trouvait les plus belles occasions et à des prix relativement moins élevés que chez les trafiquants de profession : dans ces établissements, la grande ressource des misères honteuses, on trouvait de tout : bijoux, ornements de toute nature, étoffes, pierres précieuses, broderies, tentures, tapisseries, dentelles, cristaux de Venise, épaves

des splendeurs d'autrefois que, depuis que s'ouvrit dans ce pays décadent l'ère des révolutions, les vieilles et riches familles pillées, dépouillées étaient venues déposer contre de modestes prêts.

Pour compléter cette agrégation merveilleuse d'objets de l'art ancien, Maximilien trouva moyen d'extraire des musées des provinces de magnifiques toiles de grands maîtres. Mais ces opérations, d'un style tout particulier, furent faites sans la collaboration du commandant Loysel! Au début, ces prélèvements artistiques pouvaient sembler avoir pour but, quelque peu excusable, d'orner, de parer les palais impériaux; mais cette excuse fut moins valable quand on sut qu'ils prenaient le chemin de Miramar, bien que ce fut aussi un palais impérial, car ces virements, tout au moins arbitraires, étaient connus dans certains milieux où ils produisaient la plus déplorable impression. Ils me furent confirmés presque officiellement par les rapports que me faisait journellement mon policier chef du ministère de la Guerre. J'extrais en effet des rapports qui précédèrent le départ précipité de Maximilien, les notes et informations secrètes suivantes qui sont tout à fait caractéristiques et édifiantes.

« L'Empereur a enlevé du musée trente-deux tableaux de bons peintres qui avaient été donnés par le général Arista; ils représentaient l'histoire de la Grèce et d'Athènes. On estimait leur valeur à 15.000 piastres (85.000 fr.) en raison de leur antiquité. »

« L'avant-dernière nuit on a enlevé du palais de Mexico de nombreux colis — on va emporter beaucoup de choses. — C'est le cocher de la princesse Iturbide qui l'a déclaré. »

« A Cuernavaca, tous les meubles avaient été portés ici, en face de San-Augustin, et on les a enlevés; et on va emporter aussi beaucoup d'affaires de Chapultepec. »

« A cette heure, trois immenses chariots et une bande de dix mules chargées, accompagnées par une troupe d'Autrichiens, partent de Mexico par la rue del Réloj. »

Je cite enfin une des informations les plus suggestives que

j'aie reçues dans cet ordre d'idées, par ma voie discrète et sûre. Celle-ci concerne directement les petits agissements domestiques qui préparaient le retour en Europe. Je cite textuellement la note de mon fin limier.

« Près de l'escalier qui se trouve du côté du jardin du palais, existe un passage étroit dans lequel se trouvent 60 caisses dans lesquelles se trouve empaquetée toute l'argenterie façonnée, et qui comprend 160 paires de couverts. Ces caisses portent l'étiquette suivante : « A l'Intendant impérial du château de Miramar. » Au-dessous de cette indication se trouve cette observation : « Il ne manque que le service de campagne. »

Ces indications variées, mais révélant une même préoccupation, prouvaient surabondamment que les souverains n'avaient jamais eu la pensée d'inféoder leur destinée à celle du Mexique et que, tout au contraire, ils eurent toujours l'intention formelle de retourner en Europe. Toutes autres considérations morales, politiques ou diplomatiques, seraient moins éloquents que ces détails domestiques d'intérieur, de ménage ou même de cuisine, si artistique ou luxueux qu'ait été leur caractère.

Ce déménagement méthodique et complet de tous les palais impériaux, démontrait absolument que Maximilien quittait définitivement Mexico, et que les vaisseaux autrichiens mouillés à Vera-Cruz, transformés en gallions bondés de richesses, allaient bien effectivement emporter au-delà des mers César et sa fortune!

Le voyage impérial, ou plutôt la fuite de l'Empereur, s'effectua assez rapidement, car le 26 au soir Maximilien arriva à Orizaba où il fut reçu avec un enthousiasme naïf de la part de la population indienne qui voyait sans comprendre. En route deux incidents, seulement passagers, rompirent la monotonie assez triste dans laquelle était plongé l'Empereur. Un jour, en pénétrant dans les Terres Chaudes, on aperçut avec une émotion inquiète, au loin sur la route, une colonne de cavalerie accourant à grande allure. Mais bientôt ces ca-

valiers inconnus dégagèrent la voie et se rangeant sur les côtés, rendirent les honneurs. C'était Gallifet qui arrivait avec les escadrons des hussards rouges de la contre-guerilla Dupin pour protéger le voyage de l'Empereur.

Le deuxième incident, d'une toute autre nature, fut moins noble, mais il avait une saveur nationale bien caractéristique et vraiment piquante qui semblait vouloir imposer au Souverain partant un souvenir bien mexicain. C'était à la grande halte, à Aculcingo, premier village qu'on rencontre au pied des fameux lacets des Cumbres; l'Empereur déjeunait frugalement chez le curé de l'endroit. Quand Sa Majesté voulut repartir, on apprit que les huit mules à la robe blanche qui formaient l'attelage du carrosse impérial avaient été volées en allant à l'abreuvoir. Le coup n'était pas banal! On dut perdre beaucoup de temps pour se procurer les bêtes nécessaires au cotché de Sa Majesté. Décidément, cet infortuné prince n'avait pas de chance avec les Terres Chaudes. En y pénétrant, à son arrivée au Mexique, les roues de sa voiture se brisèrent; en revenant pour quitter le pays, l'attelage fut volé. Et dire que, malgré ces déboires, il va encore se cramponner au Mexique!

Enfin, cahin-caha, sans pompe, il arriva à Orizaba où il fut pris d'un étrange scrupule. Il ne voulut pas pénétrer en ville avec une escorte de troupes françaises et fit rester celles-ci bien loin en arrière. Cette inexplicable fantaisie était aussi misérable que la répugnance de l'Impératrice à embarquer dans un canot portant pavillon français. Quelle comédie grotesque et dépourvue de dignité, surtout lorsque, tant de fois, on a fait appel aux « pantalons rouges » comme *ultima ratio!* Dans la circonstance, cette manifestation fut d'autant plus inconvenante et inutile comme effet produit sur... son peuple (?) que c'est au milieu d'une double haie de troupes françaises qu'il fit son entrée dans la ville.

Sa Majesté fut cantonnée dans la demeure opulente du senior Bringas, un vieux forban enrichi par la contrebande et la fibusterie, et qui, pour cette raison même, avait toujours

manifesté une aversion profonde pour l'intervention française qui, en voulant détruire ces deux branches d'une industrie productive, lui enlevait le pain de la bouche, qu'il avait fort grande du reste. En outre, cet honorable trafiquant était un clérical intransigeant. On avait mis ainsi cet inconscient Empereur sous la coupe du parti qui allait le perdre. Ce fut encore une attention subtile du père Fischer, et c'est là que vont accourir tous les agents corrupteurs de ce parti pour se cramponner à sa malheureuse personne et l'empêcher de désertir leur cause.

Pourtant, sitôt son arrivée, tous ses bagages personnels furent transportés à Vera-Cruz et embarqués sur le *Dandolo*. Tous les détails matériels d'un départ définitif étaient ainsi assurés.

D'autre part, Maximilien avait réglé tout ce qu'il pouvait régler à l'égard de la conduite des affaires après son départ. Il avait ébauché les conditions gouvernementales qui devaient succéder à son pouvoir souverain. Les heures à venir n'attendaient plus que la promulgation de l'acte d'abdication et la translation de son auguste personne à bord du *Dandolo* qui se tenait constamment prêt à appareiller. Et Maximilien attendait aussi, car, en cette dernière décade d'octobre 1866, le désarroi était si grand dans les esprits que tout le monde attendait, sans même savoir pourquoi.

Mais que pouvait donc attendre Maximilien, puisqu'il devait être le maître de ses actes? Nous allons promptement voir surgir la révélation de ce mystère dont j'ai déjà soulevé un coin du voile.

Cependant, à Mexico, l'émotion était grande, car on considérait l'abdication comme un fait moralement accompli; on se préoccupait de l'entrée en scène d'un nouveau personnage dont on ne pouvait apprécier sûrement et suffisamment l'importance officielle tangible, et encore moins celle que l'on disait latente et secrète. C'était le général Castelnau, arrivé à Mexico le 21 octobre, lendemain du départ de Maximilien. Cette apparition, bien qu'elle eût été déjà an-

noncée, fut un événement que chacun exploita selon ses aspirations, ses passions et les vues particulières de son parti. En tout cas, cette mission fut généralement interprétée d'une façon regrettable à tous égards et préjudiciable à la solution des affaires.

Je laisse de côté la valeur personnelle de l'officier général envoyé par Napoléon III pour remplir une mission qui, par le fait qu'elle n'a jamais été publiquement et franchement définie, ne pouvait que mettre tous les esprits en méfiance; et cela pour des considérations aussi variées que les caractères et les situations de tous les hommes politiques ou autres, qui alors avaient un rôle quelconque à remplir dans les sphères gouvernementales, politiques, militaires et même privées. La situation était alors fort difficile pour les agents français, quelle que fût l'importance de leur situation respective; elle le devint beaucoup plus encore après l'ingérence du général Castelnau, ingérence d'autant plus dangereuse qu'on ne pouvait en apprécier la portée secrète, ni mesurer la puissance mystérieuse. Elle n'était que peu de chose en raison du caractère et de la valeur du personnage, mais pour la majorité des esprits plus ou moins intéressés, elle était beaucoup plus haute, plus puissante, presque inquisitoriale. On prétendit, en effet, que ce général de brigade était investi par délégation de la toute puissance impériale et avait le droit, simplement dirigé, éclairé par son jugement personnel, de prendre les mesures les plus graves, les plus autoritaires qu'un chef d'Etat seul pouvait légalement appliquer. C'est cette opinion, beaucoup trop accréditée et répandue, qui produisit les effets les plus déplorables, en encourageant d'un côté, et en imposant la méfiance et la réserve de l'autre. Cette toute puissance occulte eut pour résultat funeste de servir de réactif à toutes les mauvaises passions.

J'ai déjà dit que cette mission, conçue par Napoléon III, fut une faute qu'aggrava encore la façon dont elle fut entendue, et surtout notifiée à qui de droit; car elle permit aux esprits de s'égarer et de concevoir parfois des illusions ou des

espérances non fondées ou irréalisables. En effet, l'Empereur Maximilien, les membres de son gouvernement du jour, les énergumènes du parti ultramontain qui étaient alors les maîtres de la situation qui se caractérisait par une hostilité violente contre l'Intervention et son premier représentant, je dirai même son plus puissant défenseur, le maréchal Bazaine; autre part, et c'est triste à dire, certains officiers, ses subordonnés, et des plus hauts placés, ceux dont j'ai stigmatisé la correspondance indisciplinée, déloyale, calomniatrice, tout ce monde enfin, si différent de nature, de caractère, de responsabilités, de devoirs, d'ambitions, admirent comme un axiome, un article de foi, que le général Castelnau avait droit et qualité pour enlever son commandement à un maréchal de France, investi depuis trois années des pleins pouvoirs et de la confiance de son Souverain, confiance qui venait de lui être renouvelée.

Cela m'avait paru monstrueux et je n'ai jamais pu y croire. Cela n'était pas dans les pouvoirs confiés au général Castelnau; il n'est pas possible que l'Empereur des Français ait commis un pareil manquement aux principes les plus élémentaires de la hiérarchie, et pour la considération, l'admiration que j'ai toujours professées à l'égard de mon ancien Souverain, je nie qu'il ait confié un tel mandat, un tel blanc-seing, à un général de brigade. L'Empereur n'en avait pas le droit.

Le pouvoir ne peut pas se déléguer, pas plus que les hommes. Que l'Empereur ait remis à son mandataire, son messager plutôt, une lettre de service relevant le Maréchal de son commandement dans un cas bien déterminé et pour un fait nettement précisé, cela était possible; mais que le Souverain ait laissé à l'appréciation personnelle d'un brigadier la faculté d'enlever son commandement à un maréchal de France, sans que cette appréciation ait pu être contrôlée par son jugement suprême, cela n'est pas possible. En tout cas, si une pareille exagération de sa toute puissance avait été conçue

par l'Empereur, Sa Majesté aurait dû le faire connaître au Maréchal qui en était l'objet, ce qui n'a pas eu lieu.

Cette mesure serait devenue un acte déloyal que Napoléon III n'aurait pas pu commettre.

Du reste, s'il en avait été ainsi, il n'est pas un maréchal de France qui, sur l'heure où il aurait eu connaissance de cette épée de Damoclès qu'un inférieur, fût-il dix fois aide de camp d'Empereur, tenait brandie sur sa tête, n'eût remis lui-même son commandement au général Castelnau *lui-même*, puisqu'il se substituait à la personne de l'Empereur, pour le confier ensuite à qui lui plairait.

J'ajoute qu'à un autre point de vue, l'Empereur commit une autre faute : celle de ne pas faire connaître diplomatiquement à l'empereur du Mexique la mission qu'il confiait à son aide de camp, qui devait, selon les circonstances, engager des questions avec Sa Majesté ou bien son gouvernement. C'est peut-être, à ce vice de forme protocolaire qu'il faudrait attribuer le refus de Maximilien de recevoir l'aide de camp de Napoléon qu'il avait rencontré sur sa route, de façon insolite et inattendue.

Enfin, comment peut-on admettre que le général Castelnau, connu pour l'élevation de ses sentiments, eût pu, malgré tout son dévouement pour la personne de l'Empereur et sa docilité à exécuter ses ordres, se résoudre à accepter une responsabilité aussi compromettante?

Tout concourt donc à démontrer que cette obligation n'existait pas en réalité. Mais dans ce cas, on ne s'explique pas comment, lorsque cet officier eut appris par la voie publique du monde officiel et autre que pareille obligation lui incombait, il ait laissé l'opinion s'égarer aussi gravement et n'ait point fait, habilement, avec tact et réserve, des déclarations contraires? Peut-être a-t-il jugé utile de faire la sourde oreille, afin de donner plus de poids à l'influence qu'il lui fallait avoir sur le Maréchal. S'il en est ainsi, quel que pût être le souci qu'il avait de remplir convenablement son mandat, il a eu tort, car la franchise et la loyauté sont tou-

jours honorables et de rigueur dans une action diplomatique quand elle n'est pas internationale.

En dehors de son rôle à l'égard de la personne du Maréchal, il existait un autre courant d'opinion qui attribuait au général de Castelnau le devoir de pousser à l'abdication de l'Empereur.

Décidément, cet infortuné messenger était transformé en concierge ayant pour mandat de mettre tout le monde à la porte. C'eût été le triomphe scandaleux du général Douay et de sa venimeuse campagne épistolaire. Du reste, ce deuxième sentiment public était en partie fondé, comme on le verra par la suite; il était, en tout cas, la conséquence logique des dernières paroles adressées par Napoléon III à l'Impératrice Charlotte : « Eh bien ! abdiqnez. »

C'est dans ces conditions plutôt fâcheuses et difficiles que le général Castelnau se présente au quartier général. Le Maréchal, prévenu, lui fit l'honneur d'envoyer à sa rencontre à quelques kilomètres de Mexico un de ses officiers d'ordonnance, le lieutenant des Guides de Massa, officier familier de la Cour, qui était tout indiqué pour cette mission honorifique. Une hospitalité, aussi écossaise que le permettaient les conditions matérielles et morales, lui était réservée dans le pavillon que j'avais habité au quartier général avec mes camarades de la maison militaire. Cette attention du Maréchal était délicate mais subtile : Loger auprès de soi, sous son toit, l'inquisiteur qui vient surveiller ses propres actes, ne manque pas d'originalité. C'est une assez jolie réplique à la suspicion. Du reste, la première entrevue des deux personnages fut des plus naturelles; l'accueil du Maréchal très cordial et très empressé; l'attitude du général des plus respectueuses. Il remit la lettre par laquelle Napoléon III l'accréditait et faisait connaître le caractère et le but de la mission qui lui était confiée. Malheureusement ce document, considéré comme une lettre d'introduction, était vague et semblait intentionnellement vouloir manquer de précision. En le lisant, on ne peut s'empêcher de reconnaître que le Souve-

rain est embarrassé pour aborder l'objet essentiel de la communication. Il s'égare quelque peu dans des considérations imprécises sur les événements passés et la situation difficile où il se trouve pour communiquer d'une façon « particulière et intime » ses vues, ses décisions, et tracer la ligne de conduite que le Maréchal devrait suivre. C'est pour ces raisons, qui ne sont cependant pas nouvelles, que l'Empereur a jugé utile d'envoyer auprès du Maréchal, un officier général de sa maison, investi de toute sa confiance, avec mission de lui faire connaître ses intentions « sur la direction que vous aurez à donner aux troupes placées sous vos ordres, soit dans l'hypothèse où rien ne serait changé dans la forme actuelle du gouvernement du Mexique et vous auriez à pourvoir à l'évacuation des troupes pour l'époque fixée.... » C'est un pathos de circonlocutions, de périphrases qui ne visent rien de plus que les ordres déjà donnés. On voit que l'auteur se sent sur un mauvais terrain et qu'il risque lui-même de faire fausse route. Il revient sans cesse sur le général Castelnau qui a *toute sa confiance*.... Enfin arrive le morceau principal. « Les pouvoirs que j'ai cru nécessaire de conférer au général Castelnau lui donnent le droit de connaître en mon nom toutes les mesures à prendre et d'intervenir dans toutes les délibérations qui précéderont ces mesures. » En vérité, quelle compétence pourrait-il avoir dans cette intervention? Celle d'un simple Argus! C'est faible. Mais ce qui suit est presque enfantin : « Il m'a paru indispensable de le rendre présent à tout comme je voudrais y être moi-même, parce que dans la participation aux grandes affaires, rien n'est pire que de ne connaître qu'imparfaitement. » Ce langage est vraiment déplorable et je ne puis croire que ce factum, sans dignité ni grandeur, ait pu être conçu par l'Empereur; il a dû émaner de la plume cauteleuse de quelque conseiller trop en faveur, un de ces personnages de la cour qui s'étaient faits les détracteurs acharnés et féroces de Bazaine, sous l'action des écrivassiers du Mexique que j'ai déjà pris à partie.

La phrase finale de la lettre impériale me paraît seule avoir été dictée par l'Empereur dont on retrouve le style et les sentiments qu'on ne voit pas ailleurs. Elle était évidemment la dorure sous laquelle le Souverain, moins emballé que les courtisans, avait cru bon de déguiser la pilule dont la formule était pitoyable : « Du reste, l'intervention du général Castelnau n'a pour but ni de paralyser d'action ni de détruire ou même d'amoindrir votre responsabilité vis-à-vis de moi, responsabilité qui demeure aussi complète que ma confiance dans votre esprit politique et dans votre haute capacité militaire.

« Recevez l'assurance de ma sincère amitié.

« NAPOLEON. »

Si, en lisant cette péroraison touchante, on ne pouvait pas s'écrier : « in cauda venenum », on avait quelque droit de répéter ce mot classique d'une opérette très en vogue à cette époque : « flattons ce bandit ! »

Laissant de côté ce qui concerne la situation personnelle du Maréchal, je dois faire remarquer qu'il résulte de l'économie générale de la lettre impériale, la création d'une sorte de *Triumvirat* hétérogène dont les trois pontifes, le Maréchal, le Ministre de France et le général Castelnau, avaient chacun une mentalité particulière qui présentait l'étrange anomalie d'imposer à l'un des trois, à celui qui précisément et auparavant primait tout, l'obligation de faire exécuter des décisions et de suivre une ligne de conduite qu'il pouvait ne pas approuver, ce qui engageait malgré lui et à tort sa propre responsabilité. Ce *triumvirat*, dans de telles conditions, ne pouvait que faire une besogne mauvaise ou inutile tout au moins.

Ce qui m'étonne dans cette affaire de répartition des rôles, c'est que le général Castelnau ait cru, par la lettre impériale, être accrédité honorablement pour sa personne ainsi que pour le rôle réel qu'il avait à remplir, qui n'était pas précisé dans sa lettre de créance, mais qu'on découvrirait un

jour d'une façon peu ordinaire, grâce à l'habile précaution que le Maréchal avait prise de loger son inquisiteur dans sa propre demeure.

L'histoire de cette découverte n'est pas banale, surtout en raison de sa nature propre... Elle a fait les délices des officiers de la maison du Maréchal, et, puisque d'autres l'ont déjà racontée de façon plus ou moins réservée, je puis bien en faire autant. Je la crois, du reste, unique dans l'Histoire.

Un jour providentiel, en cette période de préoccupations mystérieuses, un de mes camarades, officier d'ordonnance du Maréchal, se rendit à un modeste ermitage, provisoire et banal, où chacun va pour accomplir un pèlerinage, quotidien pour les gens aux habitudes réglées. Par un hasard inspiré par le plus élémentaire sentiment de la hiérarchie, le lieutenant s'y était rendu après le général Castelnau. Une fois isolé, Lapière, c'était notre camarade depuis trois ans, par conséquent un vieil habitué du quartier général, découvrit du papier, assez chiffonné du reste, couvert d'une écriture cursive qui le surprit. Poussé par une curiosité inspirée, il examina le document et reconnut qu'il n'était rien moins qu'un brouillon de lettre écrite par le général Castelnau et qui constituait un réquisitoire formidable contre le Maréchal qu'il accusait, entr'autres griefs, d'employer toute son influence à déterminer Maximilien à rester au Mexique et cela pour son intérêt personnel. Naturellement, le fidèle Lapière s'empressa de porter la précieuse et instructive feuille de papier au Maréchal. Malgré une indignation bien naturelle, Son Excellence ne divulgua rien ; mais il envoya une copie du document à son ministre de la Guerre avec l'expression du juste mécontentement qu'inspirait le rapport du général Castelnau. Il joignit à cet envoi tous les documents nécessaires pour prouver la fausseté des accusations portées contre lui.

Au quartier général, où il n'y avait que des dévouements inébranlables pour notre grand chef, on garda le silence le plus absolu sur cet incident d'une haute importance malgré la vulgarité des circonstances qui le firent naître. Je revien-

drai sur cette aventure à l'époque où elle fut connue à Paris et produisit une grosse impression dans le gouvernement.

Ceci dit pour caractériser de suite le rôle complexe rempli par le général Castelnau, il faut convenir que Napoléon III n'avait pas précisément placé très judicieusement sa confiance. Et pourtant, il ne pouvait pas prévoir une pareille maladresse. Comme procédé de discrétion, c'était plutôt faible pour un officier d'Etat-major. Quoi qu'il en soit, une mésaventure aussi ridicule doit généralement perdre l'homme qui en est le malheureux héros. Cependant, il n'a pas semblé que le général en fut jamais victime. Le coup des petits papiers, oubliés sur le bord de l'oubliette, a pourtant été signalé au maréchal Niel, alors ministre, et conséquemment à l'Empereur. Mais en ces hauts lieux, on flaira (?) le ridicule, on étouffa l'affaire et on s'efforça de calmer le ressentiment du Maréchal.

Heureusement que le lieutenant de chasseurs d'Afrique Lapiere était déjà décoré pour faits de guerre, car il aurait bien mérité de l'être après cette action d'éclat, pour son flair et sa perspicacité.

Le résultat le plus positif et le plus important de cette étrange affaire fut de déchirer le voile qui cachait les louches obligations de la mission du général et révélait le caractère fâcheux qu'elle imposait à la situation du Maréchal qui ne pouvait plus conserver le moindre doute sur le rôle véritable du général Castelnau et la façon dont celui-ci entendait la remplir par des voies ténébreuses.

D'autre part, ce qui parut acquis comme indéniable, d'après le document sauvé, c'est que le mandataire de Napoléon III avait pour objectif principal l'abdication de Maximilien et conséquemment son départ. Mais comme beaucoup de personnes étaient persuadées que le Maréchal ne semblait pas favorable quand même à cette solution, ce fut une des résistances qu'on envisagea aux Tuileries comme possible et on fit un devoir absolu au général Castelnau de briser cette

résistance si elle venait à se produire à un moment quelconque.

Ce sentiment existait-il au fond dans la pensée du Maréchal? Il était assurément bien difficile d'en avoir la preuve. En tout cas, le soin qu'il avait pris de décider le ministère à rester en fonctions, sans se prêter à sa main-mise personnelle et forcée sur le pouvoir tombant en déshérence, au départ du Souverain de Mexico, semblait démontrer que puisqu'il n'aspirait pas à profiter de ce départ dans un but d'ambition personnelle, c'est qu'il n'avait peut-être pas considéré comme nécessaire à la liquidation convenable de l'entreprise française au Mexique, la chute immédiate de l'Empire.

En outre, si on se place à un point de vue plus humain, il était bien naturel d'admettre que cet homme, qui était bon et avait le cœur généreux, éprouvât une certaine répugnance à renverser de sa propre main le trône que lui-même avait établi, soutenu pendant près de quatre années, et à la prospérité future duquel il n'avait cessé de travailler. Il est évident qu'une pareille besogne devait lui être désagréable. Aussi, s'il accepta le rôle diminué que lui créait la présence du mandataire de l'Empereur Napoléon, s'il consentit à ce que ses vues fussent subordonnées à la sanction finale de ce général de brigade, c'est parce qu'elle lui apporta un soulagement moral qui était nécessaire à ses sentiments de pitié pour ce malheureux prince qu'on voulait pousser dehors après l'avoir acclamé à son arrivée.

Un autre sentiment, des plus honorables aussi, dut lui imposer le lourd sacrifice d'un amour-propre froissé, pour se consacrer à la grande et difficile tâche que lui imposait le commandement suprême de son armée. Il avait combiné la retraite de cette armée, opération grave et pleine de dangers, il l'avait préparée dans des circonstances extrêmement compliquées; elle était en voie d'exécution et lui seul en tenait les fils. Etait-il possible d'abandonner cette armée disséminée encore sur des centaines de lieues de territoire et à une distance considérable de son port d'embarquement dans un pays

semé d'ennemis et qui se soulève partout? Evidemment son honneur de chef d'armée était plus engagé là que dans les arcanes de la politique :

Et puis, l'Empereur Napoléon ne lui avait-il pas écrit quelques semaines auparavant : « Le rassemblement de vos troupes et leur retraite jusqu'à la mer sera une œuvre difficile et pleine de danger. Vous seul pouvez la mener à bien et je compte sur vous, sur votre dévouement, sur votre haute capacité. Vous voudrez bien ne quitter Mexico qu'avec la dernière colonne française. » Le Maréchal avait répondu : « Je ne partirai qu'avec le dernier soldat de la France. » Pouvait-il manquer à cette promesse pour une question d'amour-propre personnel, si grave fut-elle? Evidemment non. Le Maréchal eut le grand courage et la grandeur d'âme de ne pas briser son épée et, pour le salut de son armée, de subir Castelnau.

Il le fit, comme on le verra, avec beaucoup de tact et d'habileté et surtout avec une patriotique abnégation.

Et pourtant, Bazaine ne pouvait trouver que des avantages de toutes sortes en renonçant à un commandement que la médisance, la calomnie, armées par l'ignorance, l'ingratitude, l'envie ou l'ambition, rendaient parfois si pénible à exercer et qui lui imposait, par la mission Castelnau, la plus pénible et la plus douloureuse humiliation qu'un chef militaire pût endurer.

D'abord, il se dérobaît aux appréciations parfois bien sévères et trop injustes des historiens souvent mal éclairés ou inspirés par leurs propres illusions politiques: Il échappait aux lourdes responsabilités qu'allaient vraisemblablement faire peser sur sa tête et sur son honneur militaire les événements qui se préparaient d'une façon sinistre et fatale. Il se sentirait surtout libéré du devoir de remplir certaines obligations qui lui seraient pénibles à l'égard de Maximilien et de prendre peut-être des mesures dont il n'approuvait pas l'absolue nécessité et encore moins l'efficacité désirable pour les intérêts français.

Enfin, au point de vue de l'homme privé, il deviendrait libre de régler ses affaires personnelles sans se préoccuper de les voir mêlées aux questions d'ordre politique, diplomatique ou autres. Et ainsi, les détracteurs de tous ses actes publics ou privés n'auraient plus d'aliments pour leurs correspondances calomnieuses ou trahissantes. Il n'aurait plus l'affreuse obligation de défendre son honorabilité contre les diffamateurs plus ou moins galonnés, puisqu'il n'aurait plus sous ses ordres des grincheux, des maladifs, des ambitieux, voire même des imbéciles qui mordent leur chef quand celui-ci n'a pas une poigne de fer pour mettre tout le monde dans le rang.

Voilà ce que le Maréchal aurait gagné en remettant fièrement un commandement qui n'était plus conforme à la dignité d'un maréchal de France, et l'Histoire aurait eu l'avantage de ne pas connaître « la légende Bazaine » ! Mais le patriotisme et le sentiment du devoir l'empêchèrent de faire ce grand geste. Il ne voulut pas quitter le navire au moment du naufrage.

D'autre part, il faut considérer que cet Argus ainsi aposté près du Maréchal n'était pas en réalité très redoutable, car il se révéla promptement bien maladroit et cela, sans doute, parce qu'il marchait résolument sur un mauvais terrain.

En outre, le général Castelnau manquait peut-être de tact et de finesse de touche, de la ruse même, qui étaient si nécessaires sur un champ d'opérations semé d'obstacles et absolument inconnu de lui.

Soutenu, piloté presque par M. Dano, cet étrange Ministre de France qui était publiquement hostile au Maréchal, il commit la faute de brusquer les événements et de se lancer trop légèrement dans le mouvement, sans bien apprécier la situation troublée dans laquelle se trouvaient les esprits des divers partis, car presque tous étaient stimulés par des convoitises préjudiciables à toute solution qui pût, moralement et pacifiquement tout au moins, être favorable à l'Intervention et lui permettre de se retirer honorablement du pays.



En serviteur plus docile et empressé que perspicace à exécuter les ordres de l'Empereur Napoléon, le général Castelnau voulut tout d'abord et sans tarder être exactement fixé sur la partie ultra-secrète de sa mission, c'est-à-dire découvrir la preuve de l'opposition que l'on imputait au Maréchal, à l'égard de l'abdication, et des menées occultes auxquelles il se livrait, afin de les dévoiler et de faire opposition à ces résistances. Mais cette première entreprise fut la pierre de touche qui révéla la valeur réelle de ses aptitudes diplomatiques. Le résultat ne fut pas brillant.

Il débuta par une faute en ne s'attachant pas tout d'abord à connaître quelle pourrait et devrait être la tactique qu'allaient adopter les éléments actifs du parti clérical qui avait un intérêt majeur au maintien de Maximilien et menait une campagne décisive pour le faire renoncer à l'abdication. Le général Castelnau, en démasquant brutalement ses manœuvres, en se jetant trop ouvertement dans la mêlée, découvrit son jeu en voulant découvrir celui du Maréchal, et fournit aux adversaires une arme qui leur donna une partie du succès. En laissant comprendre qu'il convenait de pousser à l'abdication, il leur procura un argument puissant pour faire appel aux cordes sensibles de l'amour-propre du Prince qui ne devait pas supporter pour sa race « l'humiliation de voir un Habsbourg chassé du Mexique par un aide de camp de Napoléon à qui il avait fallu toute une armée pour le chasser du vice-royaume Lombard-Vénitien! »

Tel fut le résultat de ses intrigues auprès des membres du gouvernement impérial et du personnel de la Cour pour découvrir la preuve des intrigues qu'il croyait devoir imputer au Maréchal. En agissant ainsi, il commettait une imprudence et une maladresse qu'un esprit subtil et moins prompt à l'attaque, n'aurait pas commise. En se découvrant vis-à-vis d'un ministère qui n'avait pas deux mois d'existence, il ne se rendait pas compte qu'ignorant le fond du caractère et des vues dissimulées de ces personnalités officielles, qui ne voyaient avant tout que l'intérêt de leur parti momentanément

ment au pouvoir, il pourrait tomber dans un piège, ce qui eut lieu. D'autre part, en se livrant au personnel de la Cour pour recueillir les papotages et commérages dans lesquels il trouverait encore des arguments ou des preuves contre le Maréchal, il aurait dû savoir plus que tout autre, combien il est imprudent de tenir un compte sérieux de tous les racontars et de toutes les intrigues qui sont inhérents à l'atmosphère dans laquelle vivent la plupart des chefs d'Etat, et surtout celui d'un Empire aussi troublé et aussi mal assis qu'était celui du Mexique.

C'est en tirant parti, très sincèrement, je veux bien le croire, de ces perfides et trompeurs éléments d'information, confirmés peut-être dans une certaine mesure par certaines correspondances particulières, que le général édifiait ces abominables rapports dont on trouva un spécimen topique dans un cabinet particulier du général. Ce n'était ni habile, ni consciencieux et ne justifiait pas du tout la grande confiance de Napoléon III.